

L'armement au cœur du capitalisme contemporain

Propos recueillis par Dominique Plihon

29 janvier 2026

Interview de Claude Serfati¹

Que concluent les travaux économiques existants sur l'impact macroéconomique, croissance et emploi, des dépenses militaires ; qu'appelle-t-on le keynésianisme militaire ?

Depuis les années 1970, plus d'une centaine d'études portant sur les relations entre les dépenses militaires et la croissance économique ont été publiées. Non seulement leurs conclusions sont divergentes, mais les études qui font la synthèse de ces travaux ne sont elles-mêmes pas d'accord sur les conclusions à en tirer. En un mot, l'économétrie des dépenses militaires ne permet pas de tirer un enseignement indiscutable de la relation dépenses militaires-croissance, puisque les multiplicateurs s'étalent de 0,3 à 2.

Les raisons sont multiples. Comme pour les autres dépenses publiques, les points de vue théoriques différents, voire opposés existent. Par exemple, les dépenses publiques ont-elles un effet stimulant sur la demande globale ou/et un effet d'éviction sur les ressources civiles ? Or, les hypothèses qui sont choisies pour la construction des modèles conditionnent en partie leurs résultats.

De plus, les études montrent que lorsqu'on décompose les dépenses militaires selon leur destination, les effets d'entraînement diffèrent. Ici, on retrouve les résultats assez proches des dépenses publiques civiles. Les dépenses consacrées à l'investissement – la R&D et la production d'armes – ont un effet sur la croissance légèrement supérieur aux dépenses de personnels, mais c'est l'inverse lorsqu'on s'intéresse aux effets sur l'emploi.

Enfin, la propension à importer les armes plutôt que de les produire sur le territoire national est un facteur qui explique les divergences de résultats entre les pays.

De façon générale, le contexte institutionnel national conditionne assez largement les effets des dépenses militaires sur la croissance économique. Or, les facteurs socio-politiques sont trop nombreux pour être incorporés en tant que variables dans les modèles.

L'expression 'keynésianisme militaire' fait d'abord référence aux remarques formulées par Keynes déclarant en 1940 : « la guerre confirmera la justesse de ma théorie ». Les dépenses militaires étant une composante des dépenses publiques, elles jouent donc un rôle contracyclique. Mais le succès de l'expression est en partie dû aux analyses néo-marxistes de Baran et Sweezy qui dans *Monopoly Capital* (1966) expliquent que le capitalisme est confronté à des difficultés de débouchés qui rendent la 'demande militaire' indispensable. En 1932, Kalecki avait déjà souligné l'intérêt et les limites d'un stimulant militaire dans le cas du réarmement de l'Allemagne. Ses travaux postérieurs à la guerre mondiale sont plus connus. Il introduit les rapports de pouvoir entre les capitalistes – dans une économie dominée par les monopoles –

¹ Claude Serfati a été enseignant-chercheur en sciences économiques à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, parmi lesquels récemment : *Un monde en guerres*, Textuel, 2024 et : *L'intelligence artificielle, technologie d'un monde en guerres*, AOC, 25 septembre 2026
Les systèmes militaro-industriels, noyau totalitaire des sociétés contemporaines, *Contretemps*, 6 janvier 2026

et les travailleurs. Pour des raisons politiques, les gouvernements préfèrent les dépenses militaires aux dépenses civiles car, comme il l'écrit à propos de l'économie nazie : « la répulsion pour les dépenses publiques d'investissement ou de consommation disparaît lorsque ces dépenses sont concentrées sur la production d'armes ».

Pourquoi fais-tu une analyse critique du "keynésianisme militaire" ?

Toute l'histoire indique que l'accumulation d'armes par les gouvernements conduit aux guerres et à la dévastation humaine. Sans prendre en compte ces dimensions éthiques, on constate que les dépenses publiques civiles sont plus efficaces, en particulier pour développer les capacités productives d'un pays. La raison est assez simple à comprendre : les dépenses d'infrastructures, celles consacrées à la santé, l'éducation, et à la protection de l'environnement ont de forts effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie car elles produisent une réduction des coûts de transport, un accroissement de la productivité et une amélioration de la qualité et de la santé au travail, etc. Ce n'est pas le cas des dépenses consacrées à des équipements militaires : ni un char, ni un missile ne permettent d'élever la productivité du travail de l'ensemble de l'économie.

Il n'est donc pas étonnant que toutes les études concluent que les dépenses de R&D civiles contribuent plus à la croissance que la R&D militaire. Une augmentation d'un même montant de dépenses publiques civiles a également plus d'effet d'entraînement sur l'investissement privé. Enfin, les résultats favorables aux dépenses publiques civiles sont encore plus nets en termes d'emplois. Ce n'est pas un 'scoop'. Dans une étude parue en 1961, Leontief and Hoffenberg avaient déjà montré qu'un dollar 'militaire' créait moins d'emplois qu'un dollar 'civil'². Toutes les études ultérieures confirment leurs résultats.

Doit-on considérer les dépenses militaires comme un bien particulier, qu'il faut analyser d'une manière différente des biens de consommation et de production ?

Keynes ne se posait pas vraiment la question de la 'nature' des dépenses publiques, en dépit de son tempérament pacifiste. Certains keynésiens d'après-guerre ont opéré cette distinction, pour des raisons politiques – l'accumulation de moyens de destruction au cours de la guerre froide les épouvantait – et pour des raisons économiques. Ils ont par exemple distingué les effets de court terme et de long terme des dépenses publiques. Dans le long terme, l'enjeu est d'augmenter le stock de capacités productives et les techniques qui améliorent la productivité. Sous cet angle, les différences entre militaire et civil sont évidentes.

La question posée renvoie à la distinction établie par les fondateurs de l'économie politique entre d'une part les biens de production et de consommation qui augmentent les valeurs créées, et d'autre part les activités nécessaires mais non productives de valeur. Par exemple, Adam Smith nous rappelle dans *La richesse des nations* que « Le gouvernement [...] est, dans la réalité, institué pour défendre les riches contre les pauvres, ou bien, ceux qui ont quelque propriété contre ceux qui n'en ont point ».

Cependant, comme tous les économistes après lui – y compris ceux qui, tels que J.B. Say, niaient que, dans l'économie capitaliste, le travail était le fondement des valeurs créées – Smith considère que les dépenses consacrées à l'armée et à la police sont des dépenses improductives dans la mesure où elles n'entrent pas dans le processus de reproduction économique des richesses.

² V. Leontief et M. Hoffenberg, The Economic Effects of Disarmament, *Scientific American*, April 1961.

En somme, des activités qui sont source d'enrichissement pour les propriétaires d'entreprises et fournissent des salaires à ceux qui les produisent peuvent être simultanément destructrices de ressources productives et même, on le constate aujourd'hui, menacer les conditions physico-environnementales de la reproduction de la vie. C'est le grand mérite de l'économie politique de l'environnement d'avoir actualisé cette évidence en rappelant aux économistes que l'analyse des activités économiques doit être replacée dans le cadre plus large de leurs relations à la nature.

Je définis les dépenses militaires comme le prolongement sur le terrain économique des fonctions politiques de défense et de sécurité exercées par l'État. C'est une manière d'affirmer qu'elles nourrissent des activités économiques importantes, mobilisant de colossales ressources productives et de la main-d'œuvre, mais qu'elles ne sont pas générées de l'intérieur du processus de reproduction du capital, au sens où l'entendaient les économistes classiques puis Marx. Elles sont financées par des ponctions sur la valeur créée.

L'emprise néoclassique sur la réflexion économique a presque réussi à effacer ce point de vue des fondateurs de l'économie politique en modélisant une 'fonction de défense' dans laquelle l'input est composé du capital et du travail et l'output mesuré par la 'production de défense'. Mais comment mesurer celle-ci ? Par la sécurité ressentie, selon les modèles, par l'agent représentatif ou un pays. En somme, nous disent ces économistes, cela consiste à mesurer la valeur de la vie. Vaste sujet...

Du côté des marxistes, les tentatives de rajouter les dépenses militaires (ou parfois seulement la production d'armes) comme un troisième secteur dans les schémas de reproduction du capital, tels qu'ils sont construits dans le livre 2 du *Capital*, font l'objet de points de vue contradictoires.

On dit que la France a la meilleure industrie d'armement européenne ; est-ce le cas ?

En tout cas, depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en 1958, l'objectif a effectivement été de développer une industrie d'armement qui permettrait à la France de 'tenir son rang dans le monde', ce qui a toujours signifié à la fois posséder des capacités militaires de premier ordre et figurer aux premiers rangs de l'économie mondiale. La France pourrait ainsi devenir le leader européen dans la défense. C'est d'ailleurs le seul pays occidental avec les États-Unis à avoir à ce point adossé son statut mondial à l'interaction entre la puissance économique et les capacités militaires.

La France dispose donc d'une puissante industrie d'armement telle qu'elle est mesurée par le chiffre d'affaires par exemple. Parmi les pays occidentaux, elle figure évidemment loin derrière les États-Unis, mais elle fait jeu égal avec l'industrie britannique.

Le problème est qu'il n'existe pas de 'marché de l'armement' au sens couramment entendu. Les critères du secteur sont évidemment spécifiques. Quelle est l'efficacité destructrice d'une arme lors d'un conflit, autrement dit quelle est sa 'valeur d'usage' ou son utilité ? De plus, sur le 'marché mondial', la demande des pays clients obéit à des logiques politiques bien plus qu'à un 'signal-prix', dont l'existence est censée garantir l'équilibre selon les intégristes du marché. Par exemple, les achats d'armes des pétromonarchies du Moyen-Orient, qui représentent la majorité des exportations de la France, obéissent clairement à cette logique politique

: en l'occurrence ils visent à infléchir la diplomatie française vers le soutien à la politique de ces pays.

Depuis quelques mois, ceux qui s'auto-congratulaient sur la supériorité industrielle de l'armement français en Europe, sont inquiets. Les gouvernements français consacrent depuis des décennies la majorité des crédits de R&D publique au secteur aéronautique et spatial. Pourtant, pour diverses raisons que j'ai mentionnées ailleurs, l'industrie d'armement a été incapable de produire des drones qui transforment le champ de bataille. C'est l'écosystème allemand de l'intelligence artificielle qui domine ce marché prometteur. Cette supériorité de l'Allemagne n'est pas restreinte au domaine des drones. Elle trouve ses fondements dans le fait que ce pays a maintenu une puissante industrie manufacturière qui fournit aujourd'hui une assise solide à ses récentes ambitions militaires.

Nous avons, avec Catherine Sauviat et Markus Kahmann, documenté dans une étude pour l'IRES l'écart important qui existe entre la France et l'Allemagne dans la mise en œuvre de l'industrie 4.0 dans laquelle l'IA joue un rôle majeur³. Alors qu'aujourd'hui les technologies mises au point pour les marchés civils sont de plus en plus utilisées à des fins militaires, l'industrie d'armement de France émerge avec l'aéronautique dans un secteur qui lui est très fortement interconnecté, comme un îlot de prospérité dans un système industriel en voie de naufrage.

Les gouvernements français s'étaient progressivement faits à l'idée que l'Allemagne dominerait les échanges économiques européens mais que la France pourrait compenser le recul de son industrie grâce à un 'avantage comparatif' solide dans la production d'armes, car celle-ci bénéficie des effets d'expérience appréciables grâce aux guerres que les armées françaises ont menées depuis des décennies en Afrique. Ce n'est manifestement pas le cas.

Comment se fait-il que les autres pays européens préfèrent se tourner vers l'armement états-unien ? est-ce pour des raisons politiques ?

Peu de pays européens disposent d'une industrie d'armement importante et la plupart d'entre eux les ont construites dans le cadre d'une dépendance technologique vis-à-vis des États-Unis. Leurs entreprises agissent donc comme des sous-traitants de grandes plateformes états-unien (par exemple sur l'avion de combat F-35) ou produisent sous licence étatsunienne des systèmes plus légers (missiles).

La guerre en Ukraine a confirmé que les capacités militaires des États-Unis sont indispensables. Les pays européens – et en priorité ceux qui sont sous la menace d'une attaque de la Russie – privilégient donc l'alliance avec les États-Unis, même si l'attitude de leur Président les inquiète grandement. Ces pays n'ont aucune raison d'opter pour une 'préférence européenne' en matière d'achat d'armes, une revendication défendue par la France depuis longtemps.

³ Catherine SAUVIAT, Claude SERFATI, avec la participation de Marcus KAHMANN

Un bilan des politiques industrielles en France : Focus sur deux secteurs, l'industrie pharmaceutique et les télécoms et sur l'industrie 4.0, décembre 2023, <https://ires.fr/publications/cfe-cgc/un-bilan-des-politiques-industrielles-en-france-focus-sur-deux-secteurs-lindustrie-pharmaceutique-et-les-telecoms-et-sur-lindustrie-4-0/>

La mise en place d'une Europe de la défense est-elle possible, dans le cadre du plan "Réarmer l'Europe", étant donné le fonctionnement actuel de l'UE, et l'évolution des relations internationales ?

Il faut soigneusement distinguer l'intégration monétaire qui a abouti à l'euro et les processus d'intégration européenne dans la défense (politique et industrielle) qui sont bien plus modestes. Ces deux fonctions 'régaliennes' ont donc évolué très différemment. C'est pour moi une confirmation que l'État, comme objet conceptuel, ne peut être pensé en dehors de ses dimensions institutionnelles et en relation avec les rapports sociaux nationaux sur lesquels il s'est construit. La création de l'euro résulta d'une part d'un accord politique franco-allemand dans le contexte singulier de l'éclatement de la Yougoslavie (1991) et d'autre part elle correspondait aux intérêts communs du capital industriel et bancaire de l'Allemagne, de la France et de quelques autres pays. Cette convergence d'intérêts résultait du fait que l'euro était considéré comme un instrument de protection contre les entreprises des pays concurrents d'Amérique et d'Asie mais aussi comme un vecteur efficace pour renforcer l'austérité salariale et la rigueur budgétaire.

Le statut de la défense est très différent. Tout comme le pouvoir politique en général, elle n'est pas réductible à une « superstructure » qui serait posée sur des rapports économiques et serait facilement malléable. Les institutions étatiques, dont l'armée est une composante centrale, sont au contraire pleinement insérées dans les rapports sociaux capitalistes, elles contribuent à leur organisation, à leur défense et à leur reproduction. En sorte que les principaux États membres, s'ils sont d'accord sur la militarisation de l'UE, protègent solidement leur industrie d'armement et les prérogatives de leur armée.

Le plan *Réarmer l'Europe* est une confirmation de cette résistance des États-membres les plus puissants. Le montant annoncé de 800 milliards d'euros n'est abondé par la Commission qu'à hauteur de 150 milliards – qu'elle devra trouver sous des formes qui restent à définir. Une grande partie du plan est donc à la charge des États-membres qui veilleront évidemment à financer leurs systèmes militaro-industriels.

Quels acteurs toucheront les dividendes du réarmement en cours en Europe ?

À l'inverse des introuvables 'dividendes de la paix' qui auraient parait-il irrigué nos sociétés après la disparition de l'URSS, les dividendes de la guerre sont d'ores et déjà palpables. Depuis septembre 2020, l'indice des valeurs européennes de l'aéronautique et de la défense (le *STOXX Europe Total Market Aerospace & Defense*) a augmenté de plus de 300% contre 60% pour l'indice boursier général européen (STOXX). La capitalisation boursière des 10 plus grands groupes européens de l'armement a été multipliée par 10 depuis 2021.

Les valeurs boursières des groupes de l'armement allient plusieurs avantages appréciés par les investisseurs financiers. Ils apportent la sécurité de rendement grâce aux commandes pluriannuelles passées par les ministères de la défense. De plus, ils bénéficient d'un environnement porteur en raison de la multiplication des guerres et l'aggravation des rivalités économiques et géopolitiques. De fait, peu de secteurs industriels bénéficient de taux de croissance de leur chiffre d'affaires équivalent à celui de l'armement. Enfin, la forte composante innovation des activités d'armement ajoute une touche positivement appréciée par les investisseurs financiers puisqu'elle ne rime pas dans ce secteur avec incertitude.

Les investisseurs institutionnels ont donc depuis longtemps intégré les valeurs de l'armement dans leur portefeuille d'actifs, mais ce qui est récent, c'est l'appétit des fonds privés (*private equity funds*), qualifiés de finance alternative, pour le secteur de l'armement. Les sociétés de capital-risque (SCR), qui en sont une composante, financent depuis longtemps les start-up. D'autres fonds privés financent les grands groupes du numérique étatsunien (les 'GAFAM') depuis qu'ils se sont étroitement rapprochés du Pentagone (la fin des années 2010). En Europe, l'engouement des fonds privés – principalement étatsuniens – pour les start-up de défense est également très palpable depuis quelques années. La finance alternative rejoint ainsi la finance institutionnelle, depuis longtemps présente dans les groupes de l'armement.

À l'inverse des discours selon lesquels 'les marchés n'aiment pas la guerre' – qui appartiennent à une longue tradition intellectuelle – tout indique que depuis les années 2000, les investisseurs financiers ont adopté ce que j'ai appelé à l'époque une 'convention guerre permanente'. Après l'éclatement de la bulle internet (2000) et les guerres en Afghanistan (2001) et en Irak (2003), j'avais estimé que l'engouement des 'marchés financiers' pour l'armement était tout sauf provisoire. J'utilisais le terme de convention, que Keynes utilise des dizaines de fois dans *La théorie générale*, mais qu'André Orléan a aidé à faire comprendre dans le cas des conventions boursières qu'il nomme 'autoréférentielles'. Orléan montre que la rationalité autoréférentielle s'identifie à la rationalité stratégique des investisseurs. L'attitude des investisseurs financiers vis-à-vis de la guerre et des industries d'armement n'a donc rien d'irrationnel, elle s'appuie sur des fondamentaux que j'ai décrits.

Et ce n'est qu'un début. En Europe, les engagements des États-membres à faire passer leur budget militaire à 3% du PIB se traduiront dans les prochaines années par au moins un doublement des dépenses d'équipement (qui regroupe en gros la R&D et la production d'armes). Aux États-Unis, Trump souhaite augmenter le budget de 50% dans les prochaines années. Cette alliance de la finance et de l'armement s'est sérieusement consolidée depuis deux décennies. La finance, que j'appelle dans mon cadre d'analyse marxiste le capital financier, enserme et interconnecte les différentes formes de valorisation du capital (industriel, bancaire, immobilier, commercial). Au cours des années 1990, sa domination a ouvert la voie à la mise en place d'un régime d'accumulation dominé par la finance dont plusieurs économistes critiques ont fait l'analyse. Cette alliance finance-armement confirme que le régime d'accumulation n'est pas seulement économique, il est 'encastré' dans les rapports socio-politiques de domination, et qu'il fonctionne en articulation avec eux. Les systèmes militaro-industriels, institutions *sui generis* des temps modernes, sont même construits, comme leur appellation l'indique, sur une *intégration organique* de l'économie et du politique.

Pourrais-tu détailler ton analyse sur les difficultés de l'industrie française à satisfaire les besoins de l'industrie d'armement ?

Comme je l'ai indiqué, l'industrie d'armement, fortement interpénétrée avec l'industrie aéronautique, est devenue le centre de gravité de la politique industrielle de la France, en quelque sorte par attrition des industries manufacturières civiles (biens d'équipement industriel, automobile, métallurgie, etc.). La situation est donc celle d'une augmentation massive de la demande militaire de l'État (doublement du budget depuis 2017, et +6,7 milliards d'euros pour 2026, soit une augmentation de 13% par rapport à 2025) qui pour le moment n'est pas matérialisée par une augmentation correspondante de la production et des emplois.

Cette situation étonnante résulte de plusieurs facteurs. Je rappelle que la quasi-totalité des commandes d'armes est adressée à quelques groupes et qu'elle est organisée autour d'un petit

nombre de grands programmes. Les industriels se plaignent de ne pas recevoir les commandes annoncées par la DGA (Direction générale de l'armement, bras industriel du ministère de la Défense) et celle-ci reproche aux grands groupes de lanterner. La BPI (Banque publique d'investissement) critique les banques pour leur réticence à financer les PME et ETI (Entreprises de taille intermédiaire), et les banques répondent que celles-ci sont souvent trop endettées et manquent de fonds propres. Les banques craignent également d'être en contravention avec les préconisations européennes – qui sont d'ailleurs très assouplies depuis la guerre en Ukraine – qui excluent le financement d'armes léthales du label 'finance durable'.

Il faut ajouter le problème récurrent de la pénurie de main-d'œuvre industrielle, qui est un autre aspect symptomatique du déclin de l'industrie française, de son image médiocre, du faible niveau des salaires ainsi que des maigres perspectives de carrière offertes aux jeunes. Selon la DGA, 10 000 emplois sont à pourvoir immédiatement et neuf métiers sur dix sont en tension au sein de l'industrie de défense. Résultat : les grands groupes qui veulent recruter 'pompe' dans les effectifs des sous-traitants tout en se plaignant que ceux-ci ne parviennent pas à honorer les commandes. Je boucle le cercle en ajoutant que de nombreux dirigeants de PME et d'ETI répondent qu'ils n'ont en réalité pas encore vu les commandes formulées par les grands donneurs d'ordre...

Ce qui est sûr, c'est que l'argent de l'État est dépensé... Tout cela nous indique la profonde singularité du secteur de l'armement.

Il est souvent affirmé que l'armement a un rôle majeur dans le développement des innovations technologiques (cas des premiers ordinateurs et d'internet) ? Est-ce vérifié ?

La maîtrise des technologies a toujours été un instrument essentiel du pouvoir étatique, mais l'essor du capitalisme industriel leur a donné un rôle central dans la concurrence économique et le partage capital-travail de la valeur. Cette double dimension de la technique – à la fois instrument du pouvoir politique et levier de compétitivité économique – a trouvé son épanouissement après la seconde guerre mondiale. Il est bien connu que l'innovation technologique a été un des fondements du régime d'accumulation intensive – dit 'fordiste' – fondé sur des forts gains de productivité du travail.

Mais ce n'est qu'une dimension de cette conjoncture historique. Au cœur de ces innovations, on trouve les rôles politique, financier (l'étalon de change-or) et technologique que les États-Unis ont remplis et qui ont assuré le succès provisoire de ce modèle de croissance.

Aux États-Unis, la politique technologique est toujours passée par le Pentagone. Le financement militaire comptait pour 80% du financement fédéral de la R&D jusqu'à la fin des années 1950 et cette proportion est restée élevée (50% en 2025). Après la guerre, le financement militaire a donc été déterminant pour permettre l'exploitation industrielle – militaire et civile – des savoirs scientifiques et des technologies accumulés depuis des décennies dans les domaines de l'ingénierie chimique, l'informatique, l'aéronautique, des biens d'équipement, etc. mais dont une large partie avait été inexploitée en raison de la dépression des années 1930. Cet effort scientifique et technologique des années 1930 avait été financé par le secteur civil, la R&D militaire étant inexistante avant 1940.

Les *spin-off* (ou *spill over*), c'est-à-dire les transferts de technologies du militaire vers le civil ont donc été à leur apogée au cours des deux décennies d'après-guerre. Il faut par ailleurs bien

souligner que le financement a été *militaire*, mais que ce sont des firmes civiles qui ont mis au point le transistor (AT&T), le circuit intégré (Texas Instruments) et le microprocesseur (Intel) qui sont les trois découvertes majeures dans l'électronique d'après-guerre. À partir des années 1960/1970, un consensus existe pour dire que les flux d'innovation se sont inversés : les transferts se sont progressivement opérés du civil vers le militaire.

J'en viens à l'internet dont la conception et le développement courent des années 1960 au début des années 1980. Les économistes de l'innovation et du changement technique savent que l'innovation résulte d'un processus interactif et complexe entre différents acteurs qui agissent au sein d'un système national d'innovation, loin du mythe de l'inventeur génial installé dans son garage et qui va révolutionner le monde. C'est pourquoi l'histoire de l'internet est caricaturée lorsqu'elle est – par ignorance ou propagande – réduite à la formule : « Internet n'aurait pas été inventé sans les militaires ». Au début des années 1960, les militaires états-unis souhaitaient un modèle de communications codées qui assurerait la confidentialité des échanges, à l'inverse de ce que l'internet est devenu. Ils ont pour cela financé des équipes de chercheurs. Ils ont longtemps exercé une pression pour garder le contrôle des développements du système, alors même que les améliorations nécessitaient la participation de la communauté scientifique internationale. Les chercheurs européens (britanniques, norvégiens, etc.) ont d'ailleurs permis des percées scientifiques majeures parmi lesquelles la commutation par paquets mise au point par l'équipe de Louis Pouzin à l'INRIA, la finalisation des protocoles HTTP/HTML, etc. D'une certaine manière, la communauté scientifique et les utilisateurs d'internet ont submergé les desseins initiaux des militaires.

L'histoire que j'ai racontée est celle des États-Unis. Il faut tenir compte de sa puissance militaire hors du commun, de l'existence d'un marché financier de l'innovation, du drainage des cerveaux du monde, etc., qui rendent ce modèle guère reproductible (voir le contre-exemple de la France). Les relations entre les technologies militaires et les civiles doivent donc non seulement être historicisées, mais étudiées dans le contexte de profondes différences nationales qui caractérisent l'économie mondiale.

Dans tes travaux, tu expliques que l'IA devient déterminante dans les conflits géopolitiques et militaires actuels

L'IA est généralement considérée comme une technologie à portée générale, à l'instar de celles qui ont marqué les grandes transformations du capitalisme, la machine à vapeur, les chemins de fer et la métallurgie, le pétrole et l'automobile puis l'électronique. Un débat est en cours chez les économistes pour savoir si elle produira un nouveau cycle d'expansion durable. Pour répondre à cette question, il ne suffit pas d'observer les récurrences de l'histoire longue, l'examen des différences et des bifurcations de trajectoires est tout autant nécessaire. Les connaissances scientifiques relatives à l'IA présentent la singularité d'avoir été d'emblée diffusées à l'échelle internationale, bien que le processus soit marqué par de très fortes inégalités.

Cette mondialisation « des productions de l'esprit » résulte d'un processus cumulatif de plusieurs siècles et fournit des arguments aux hypothèses d'un capitalisme cognitif. Cependant, cette internationalisation de l'IA produit à un degré jamais atteint dans le passé une convergence entre la concurrence économique que les nations se livrent et leurs rivalités géomilitaires. Sujet fascinant d'économie politique internationale, l'interdépendance économique provoque l'ambivalence de la coopération et de l'antagonisme. L'IA exacerbe les rivalités sino-américaines, mais c'est dans la recherche quantique, un des domaines scientifiques les

plus prometteurs pour les progrès de l'IA générative, que les États-Unis et la Chine développent la collaboration scientifique la plus intense.

En quoi la reconfiguration des relations internationales et géopolitiques nous conduit-elle à un monde en guerre ? N'est-ce pas lié d'abord à l'évolution et aux besoins du capitalisme ?

Les guerres sont une partie intégrante de l'histoire de l'humanité et il serait donc infondé d'en attribuer la responsabilité exclusive au capitalisme. Ce constat a d'ailleurs beaucoup servi aux penseurs libéraux pour imputer les causes de la première guerre mondiale aux forces 'précapitalistes'. Schumpeter est présenté comme le plus représentatif de ce courant. Cependant, ceux qui ont lu *Imperialism and social classes* - ils sont bien moins nombreux que ceux qui le citent - constatent en réalité qu'il peine à dissocier les « nombreux groupes de capitalistes qui profitent de la guerre » des « capitalistes en tant que classe ».

Les sociétés humaines subissent les guerres de leur conjoncture historique (état de la technologie, nature des belligérants, etc.). En bas du spectre des conflits armés, les 'guerres pour les ressources' persistent depuis des décennies et déchirent des dizaines de pays, en particulier en Afrique. Au cours des années 1990 et 2000, les économistes de la Banque mondiale affirmaient que ces conflits étaient dus à une mauvaise gouvernance, et qu'ils reflétaient donc un retard dans l'entrée de ces pays dans la mondialisation. Dans mes articles, je défendais au contraire la thèse que ces guerres étaient une composante de la 'mondialisation', à laquelle elles étaient – et sont plus encore aujourd'hui en raison de l'essor des chaînes de production mondiale mises en place par les grands groupes – intégrées par de nombreux canaux industriels et financiers.

Cependant, la question posée renvoie au spectaculaire rapprochement entre la concurrence économique et les rivalités géopolitiques opéré depuis ce que j'appelle le 'moment 2008'. Cette proximité, condensée dans l'invocation omniprésente de la 'sécurité nationale' par les gouvernements évoque, non pas la période de guerre froide, mais les années qui précédèrent la première guerre mondiale. L'IA est aujourd'hui le moteur de l'économie mondiale et celui de la militarisation de la planète. Toutefois, l'expansion annoncée du parc de *data centers* est insoutenable en raison des ressources en eau, énergie et métaux rares qu'ils requièrent pour leur utilisation. Cette *trilogie fatale* exacerbe selon moi l'antagonisme du capital et de la nature. Les risques de conflits armés pour l'appropriation des ressources naturelles sont donc au cœur des dynamiques actuelles du capitalisme.